



Le comité international a siégé à Casablanca

Jean Kouchner succédera à Georges Gros

Le futur secrétaire général international de l'Union de la presse francophone est journaliste, universitaire et enseignant. Il prendra ses fonctions le 1^{er} mars prochain

Jean Kouchner – frère de l'ancien ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner – a été appelé à remplacer Georges Gros, démissionnaire, au poste de secrétaire général de l'UPF. Il y a quelque temps qu'il était dans les starting-blocks. Il a dévoilé sa motivation au comité international réuni début octobre à Casablanca. Afin de faire connaissance avec l'élu, nous avons puisé quelques-unes de ses idées-forces présentées dans sa lettre de candidature.

Au service des journalistes...

«Vous connaissez mon attachement à notre Union, et l'expérience que j'ai acquise de son fonctionnement depuis plus de quinze ans. Avec le soutien des membres internationaux, je suis persuadé que nous pouvons développer et dynamiser notre organisation et la rendre toujours plus utile aux journalistes et aux médias francophones. C'est un besoin d'autant plus urgent

que les transformations profondes que connaissent les médias aujourd'hui entraînent plus que jamais la nécessité de réflexions communes. Nous sommes attendus par des très nombreux confrères et consœurs, qu'ils soient aujourd'hui membres de l'Union ou non.

Internet est un média extraordinairement dynamique qui n'a pas fini de bousculer les habitudes. C'est à l'évidence un moyen formidable d'information pour tous, mais il comporte de grands risques, et les journalistes doivent toujours mieux jouer leur rôle de mise en perspective et de vérification de l'information.»

... et de la démocratie

«Nos journaux écrits, nos radios et nos chaînes de télévision ont eux aussi des besoins toujours plus grands de développement dans ce cadre évolutif qui fait l'information aujourd'hui. Singulièrement, les ex-



Le journaliste français et professeur d'Université Jean Kouchner a été nommé secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone.

périences multiples des pays francophones sont un atout dans ce cadre de développement de l'information. La démocratie a tout à y gagner. Autant de raisons qui me poussent à être candidat. Nous avons plus que jamais besoin d'une Union internationale forte, s'appuyant sur des sections nationales elles-mêmes dynamiques et inventives.

Il s'agit d'une mission difficile mais enthousiasmante. Nous devons absolument avoir pour objectif premier de trouver les moyens nécessaires à son organisation et à son développement. C'est seulement à cette condition que notre engagement pourra être efficace.»

Statuts revus et corrigés

«Nous devons procéder à une profonde refondation de notre association, ce qui implique probablement une remise à plat de nos statuts afin de clarifier, en particulier, le fonctionnement de l'UPF / Gazette / Site internet. Il va être nécessaire également de favoriser la promotion de sang neuf dans nos instances. Enfin, toute mon énergie visera à aider les différentes sections locales à se développer en favorisant leur renouveau et l'élargissement de leur activité.

Compte tenu de notre situation financière – mais aussi pour des raisons de fond – j'attache beaucoup de prix au rétablissement de relations dynamiques avec l'Organisation internationale de la Francophonie, ainsi qu'avec les grands groupes de presse, et sans doute aussi les Etats, qui sont des sources potentielles de financement. Nous devons leur apporter la preuve que notre rôle est irremplaçable, et il est essentiel sur ce plan de leur montrer que nous sommes capables de nous renouveler et qu'un nouvel élan nous anime.»

Jean Kouchner

Edito

Une Francophonie très attractive



L'avenir de la Francophonie est en Afrique, continent qui selon les projections abritera, en 2050, 80% des 700 millions d'hommes et de femmes qui parleront la langue de Molière. Pas étonnant donc que les pays membres aient choisi de rester en Afrique pour le prochain Sommet de la Francophonie. La 15^e édition aura lieu en 2014 au Sénégal. Un exemple que ce pays africain qui élit ses autorités démocratiquement, acceptant le principe de l'alternance. Pour mémoire, l'actuel président Macky Sall, élu en mars dernier, a remplacé Abdoulaye Wade, lequel avait battu en mars 2000 Abdou Diouf, au pouvoir depuis janvier 1981, après le départ en douceur du président Léopold Sédar Senghor, un des pères fondateurs de la Francophonie. Et comme le secrétaire général de l'OIF Abdou Diouf quittera sa fonction en 2014, la boucle sera bouclée. Les participants au Sommet

ont deux ans pour réfléchir s'il y a lieu de poursuivre le processus d'adhésion. Ou s'ils jugeront – mais nous n'y croyons guère – que la barque est pleine. A Kinshasa, l'Arménie est devenue membre de plein droit, le Qatar, membre associé, et l'Uruguay, observateur. A ce jour, l'OIF compte 77 Etats et gouvernements membres, dont 19 observateurs. L'espace francophone apparaît toujours aussi attractif puisque les demandes continuent d'affluer de la part d'Etats qui souhaitent s'affilier et partager la richesse culturelle et des valeurs qu'offre la langue française. Le Nigeria, le Ghana et la Zambie pointent à l'horizon. Ces requêtes seront traitées en 2014. Cette année-là, bonne nouvelle pour la délégation suisse, elle sera dirigée par un francophone, le Neuchâtelois Didier Burkhalter qui devrait occuper, selon les prévisions, le siège de président de la Confédération.

Jean-Pierre Molliet

L'UPF au bord du gouffre

Les décisions prises à Casablanca devraient permettre à l'institution de retrouver un second souffle

Pauvre UPF! C'est une situation financière catastrophique qui a nécessité – début octobre – la réunion d'urgence du Comité international de l'Union de la presse francophone (UPF) à Casablanca.

Il y avait deux options sur la table: mettre la clé sous le paillason ou restructurer la gouvernance. Sans longues discussions, les délégués des sections – dont je fus – ont appuyé à l'unanimité la survie de l'UPF.

Avant l'été, le climat s'était déjà détérioré entre la section française gestionnaire des fonds et le secrétariat général ne gérant que les cotisations. De profondes divergences et des critiques très vives sur l'absence de transparence avaient même entraîné des démissions.

Il a rapidement fallu, selon Abdelmounaïm Dilami, président international, mettre fin à une gestion «à la papa», tenter d'y voir clair dans la comptabilité et séparer clairement l'UPF de la section française. Plus grave encore, tant que cette situation perdure, les sources tarissent. Les donateurs dont l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont coupé toute relation avec notre association internationale.

Dès lors, comment redonner confiance et améliorer notre image vis-à-vis de l'extérieur? Un débat nourri a permis d'aligner un grand nombre de propositions. La plus importante fut la nomination immédiate d'un nouveau secrétaire général en la personne de Jean Kouchner.

Auparavant, Georges Gros avait rappelé son rôle durant plus de trente ans, comment il avait dû régulièrement jongler avec les sous. Face à l'urgence, il a finalement accepté de quitter son poste avant la fin de son mandat. Ainsi, la transition officielle aura lieu le 1er mars 2013.

D'autre part, une commission va mettre de l'ordre d'ici à la fin de l'année dans des statuts très lacunaires. Elle devrait garantir une gestion plus efficace et plus claire. Présidée par Alfred Dan Moussa, elle est composée de K. Ridouane (Maroc), N. Camara (Guinée) et de notre vice-président J.-P. Molliet.

Ses mesures devraient permettre au président Dilami, reconduit dans ses fonctions, et à Jean Kouchner de



Daniel Favre, président de notre section (à droite), a participé aux assises de Casablanca. Il est ici en compagnie du président international Abdelmounaïm Dilami (Maroc), du trésorier François Stévenin (Aoste) et de Jean Valion (France).

trouver de nouvelles ressources afin de renflouer les caisses de l'UPF.

La section suisse est heureuse des décisions prises lors de cette lourde journée, admirablement dirigée et se réjouit d'un renouvellement qui sera certainement très bénéfique. Nous rendrons hommage en temps voulu à Georges Gros pour son dynamisme en faveur de l'Union.

Daniel Favre

15-24-mars 2013: 18^e Semaine de la langue française

En mars prochain, comme chaque année, la Délégation à la langue française (DLF) coordonnera pour la Suisse la Semaine de la langue française et de la Francophonie (SLFF). Une manifestation à laquelle prendra part l'Association suisse des journalistes francophones.

Articulée autour de la Journée internationale de la Francophonie (20 mars), la SLFF est une manifestation interrégionale qui s'adresse aux locuteurs des quatre régions linguistiques. Elle se donne pour mission de sensibiliser le public à la question de la langue, à travers l'exemple du français, en programmant nombre d'événements culturels francophones. Elle donne aussi la possibilité d'expérimenter la langue et de la réinventer au gré d'ateliers, d'animations et de concours.

Le français parmi les langues

Mars est le mois de la Francophonie, en Suisse, en France, en Belgique, au Québec et dans tous les pays de l'OIF. En 2013, l'occasion sera donnée de réfléchir sur les liens que le français entretient avec les autres langues. Et ce, à travers la thématique commune de la «valeur».

Quelles sont aujourd'hui les «valeurs ajoutées» du français? Vaut-il la peine de l'apprendre? A-t-il une valeur économique particulière? Quelle est sa

valeur à l'échelle mondiale? A-t-il vraiment des valeurs culturelles à défendre?

Pour donner corps à ces interrogations, les «Dix Mots de la Francophonie» ont été choisis cette année pour leur... «valeur marchande». Tous, en effet, ont fait carrière dans d'autres langues! *ATELIER, BOUQUET, CACHET, COUP DE FOUDRE, ÉQUIPE, PROTÉGER, SAVOIR-FAIRE, UNIQUE, VIS-À-VIS, VOILÀ.*

Le phénomène est on ne peut plus pertinent pour la Suisse, où les langues nationales se frottent et s'influencent, du fait de leur cohabitation. Même si le plurilinguisme reste difficile à mettre en pratique! La 18^e édition de la SLFF fera donc la part belle au plurilinguisme et s'attachera à le faire vivre, dans ses expressions les plus diverses.

Marraine bernoise

Le programme complet sera achevé en janvier (à retrouver sur le site www.slff.ch). Mais la soirée d'inau-

guration est déjà fixée: elle aura lieu le vendredi 15 mars 2013 au Conservatoire de musique de Berne. Un concert bilingue français-allemand illustrera la rencontre entre les langues, en présence de la marraine de la SLFF 2013: la chanteuse hip-hop bernoise Steff la Cheffe, symbole de cette édition ouverte à la diversité des langues.

Activités pédagogiques

De nombreuses institutions et associations s'impliquent dans l'organi-

sation d'événements culturels. La Délégation à la langue française quant à elle proposera des activités destinées plus particulièrement aux écoles et aux apprenants du français.

Fiches pédagogiques: Elles seront disponibles sur le site et inviteront enseignants et apprenants à découvrir des points de rencontre entre le français et les autres langues;

Jeu-concours: Le traditionnel jeu-concours est basé sur les Dix Mots de la Francophonie et conçu par l'ILCF de l'Université de Neuchâtel.

Site internet pour *La gazette*

La gazette de la presse francophone a lancé le 25 octobre dernier son site d'actualité: www.lagazettedelapressefrancophone.fr. Ce site se veut être la déclinaison du journal bimensuel, diffusé dans 180 pays.

«L'idée était dès 1968, d'établir un lien entre tous les responsables de la presse écrite et audiovisuelle francophone à travers le monde. Le site internet a été conçu sur le même principe. Nous souhaitons poursuivre notre action d'information en faveur des médias francophones et permettre à tous d'accéder à des informations en complément de l'actualité. Le site comporte plusieurs rubriques: «Francophonie», «Idées», «Portrait», «Langue française», «Economie», «Santé». L'inscription est gratuite», indique Georges Gros, directeur du journal (com).

Didier Berberat au Sommet de Kinshasa

Membre de la délégation suisse, le conseiller aux Etats a multiplié les contacts pour réaffirmer les valeurs helvétiques de démocratie et de bonne gouvernance

Fallait-il ou non se déplacer à Kinshasa, en République démocratique du Congo, lieu du 14e Sommet de la Francophonie? Un pays qui n'est pas exempt de tout reproche sur le plan des droits humains et de la démocratie, deux mamelles de l'Organisation internationale de la Francophonie. «Y aller ne revenait pas à cautionner le régime du président Joseph Kabila mais à profiter de l'opportunité pour adresser au monde, depuis l'Afrique, un message relayant les principes portés par les francophones et qui sont, outre la démocratie et les droits de l'homme, le multilinguisme, la diversité culturelle, la liberté d'expression, la paix», indique Didier Berberat à son retour.

Remise des clés

Il n'était d'ailleurs pas question de boycotter cette réunion puisque la Suisse, à la tête du Sommet depuis Montreux en 2010, devait remettre les clés de la Maison Francophonie à la RDC. Un acte dévolu au conseiller fédéral Ueli Maurer. Didier Burkhalter a, pour sa part, assisté activement à la 29e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie. Il y a évoqué le bilan de la présidence suisse. A voir les nombreuses références aux décisions prises à Montreux, des projets qui réapparaissent

dans la Déclaration finale de Kinshasa, les hautes instances ont admis que notre pays avait parfaitement régi le suivi des dossiers. Avec le bémol apporté par Ueli Maurer sous la forme d'un coup de griffe: «Plusieurs chantiers restent ouverts, tels que le soutien aux pays en crise, le développement durable ou encore le renforcement des structures démocratiques et judiciaires de certains pays membres.»

Regard positif

C'est au titre de président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) que Didier Berberat est régulièrement invité par le Conseil fédéral à participer aux Sommets. Son regard sur cette dernière rencontre est plutôt positif: «Ayant présidé en 2011 des assises de l'APF à Kinshasa, j'avais des craintes sur la capacité des Congolais à mettre sur pied un tel événement. Je dois admettre que, globalement, un gros effort a été entrepris par les organisateurs en fonction des infrastructures et des moyens à disposition. Les choses se sont toutefois passées à l'africaine, c'est-à-dire que le protocole et l'horaire n'ont pas toujours été respectés.»



La cérémonie de clôture du 14e Sommet avec, de gauche à droite Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF, Joseph Kaliba, président de la République démocratique du Congo, Mack Sall, président du Sénégal, et Yamina Benguigui, ministre française de la Francophonie.

Même si les décisions votées ne sont pas contraignantes pour les pays, les points acceptés par les chefs d'Etat et de gouvernement laisseront des traces d'autant plus visibles que ces accords ont été paraphés en Afrique, et plus précisément en RDC.

Francophonie et langue française

En vue de confirmer la Francophonie comme acteur important des relations internationales, le thème du 14e Sommet avait été choisi en conséquence: «Francophonie, enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale.» Didier Berberat et l'APF ont apporté leur pierre à l'édifice dans

le cadre de la Déclaration finale qui traite plus précisément de la langue française et de la diversité culturelle. Nous citons: «Nous affirmons la nécessité de faire respecter le multilinguisme au sein des organisations internationales comme composante intégrante d'un multilatéralisme effectif. Nous rappelons aux organisations internationales leurs obligations à la pleine mise en œuvre des dispositions relatives au multilinguisme prévues par leurs statuts et règlements intérieurs respectifs. Nous engageons les groupes d'ambassadeurs francophones à promouvoir l'usage et le développement du français dans les organisations inter-

(Suite à la page 4)

Kinshasa: Appel adressé aux chefs d'Etat

Mille deux cents signatures de plus de trente pays exigent une stratégie offensive pour la langue française. Le document a été paraphé par des citoyens et citoyennes de tous bords.

L'Appel a exercé une réelle influence sur les travaux des chefs d'Etat et de gouvernement. Cette affirmation d'une politique offensive de la langue française a été évoquée dans le texte de la Déclaration finale du Sommet. Son explication a fait l'objet d'un texte spécifique, la résolution «Pour une politique intégrée de la promotion de la langue française». Cet Appel, signé au nom de l'Association suisse des journalistes francophones par notre président Daniel Favre, repose sur huit axes d'une stratégie de la langue française dans le monde multipolaire.

Les huit axes

1. L'application stricte des législations linguistiques nationales quotidiennement bafouées par les intérêts particuliers et le conformisme ambiant, aussi bien dans les secteurs public que privé, notamment pour le français langue de travail.
2. La diversification de l'enseignement des langues étrangères et des filières bilingues vers plusieurs grandes langues dont celles des pays émergents (arabe, chinois, espagnol, portugais).

3. L'exigence de la publication en français, et dans d'autres langues si nécessaire, de tous les travaux issus de la recherche médicale et scientifique publique dans l'ensemble des pays francophones.

4. La circulation facilitée pour les étudiants, les écrivains et les artistes ainsi que les chercheurs de l'espace francophone tant il est évident qu'il n'y a pas de francophonie si les francophones sont interdits de circulation dans cet espace.

5. Un appui massif à la numérisation des patrimoines anciens et vivants de l'ensemble des pays francophones afin d'assurer la présence du français et des langues partenaires dans l'espace virtuel devenu un lieu essentiel

de communication, de mobilisation et de rassemblement.

6. Le renforcement de la recherche sur les systèmes de traduction automatique et leurs implications industrielles, afin d'assurer la présence du français parmi les grandes langues pivots qui s'imposeront dans l'intercommunication planétaire.

7. La priorité d'une politique bilatérale et multilatérale, forte et pérenne, en direction de l'Afrique francophone pour le développement optimal de son système éducatif.

8. L'utilisation de la langue française par les représentants des pays francophones dans les organisations continentales et internationales.

Constitution genevoise: innovation réjouissante

La nouvelle Constitution adoptée le 14 octobre dernier à Genève contient une innovation réjouissante:

Le texte prévoit à son art 5.2 que «L'Etat promeut l'apprentissage et l'usage de la langue française. Il en assure la défense». Pour l'association Défense du français qui avait émis cette proposition, c'est une importante décision dans une ville internationale.

La disposition vise en particulier les publications officielles de même que l'ensemble des activités publiques. M. François Longchamp, conseiller d'Etat, a déjà apporté sa contribution en remplaçant Geneva Palexpo par Palexpo, Genève et en donnant à Cointrin la dénomination d'Aéro-

port international de Genève. **Il est à souhaiter que cet esprit gagne également les organisations internationales où le français est de plus en plus relégué.**

Le canton du Jura s'est également doté d'une loi sur l'usage de la langue et il est à espérer que d'autres cantons romands s'inspireront de ces exemples. En effet, le français n'est pas qu'un outil de communication, mais le fondement de notre culture. Une protection s'impose face aux anglicismes qui le polluent.

L'association, présidée par Didier Berberat, conseiller aux Etats, se réjouit de l'adoption à Genève de la nouvelle Constitution.

www.defensedufrancais.ch

(Suite de la page 3)

nationales et régionales auprès desquelles ils sont accrédités. Nous saluons la création d'un réseau des associations professionnelles francophones qui vise à promouvoir le français comme langue technique, scientifique et économique dans les contextes professionnels.»

Liberté de la presse

Les démarches répétées des journalistes francophones ont, elles aussi, eu un écho favorable puisqu'on lit dans le chapitre intitulé «Francophonie et gouvernance démocratique»: «Nous rappelons que la liberté de la presse, qui repose sur la pluralité des médias et la libre communication de l'information, de la pensée et des opinions, constitue une composante essentielle de la vie démocratique. Nous saluons à cet égard les avancées positives dans bon nombre de nos Etats pour garantir l'indépendance des médias et leur régulation démocratique et transparente et une autorégulation conforme à la déontologie professionnelle. Nous nous engageons à assurer les conditions d'exercice de cette liberté et une protection effective des journalistes et autres acteurs de la presse dans l'exercice de leur métier, tant au niveau de la législation, de la protection judiciaire que de la sécurité physique.»

Jean-Pierre Molliet

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE
DES JOURNALISTES FRANCOPHONES
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

Notre association au service de l'ONU

A la suite d'un entretien très fructueux avec le représentant permanent de l'OIF auprès des Organisations internationales, l'ambassadeur Ridha Bouabid, nous avons constaté que les pays francophones présents à Genève manquaient de visibilité sur leurs activités.

Nous allons désormais leur offrir une fenêtre sur notre site internet. Le soutien financier qui nous est accordé permettra de revoir la structure de www.francophonu.ch/org/com et

d'étudier un rapprochement avec notre site www.francophonie.ch qui abrite les fiches «Défense du français» ainsi que la collection des *Alouette*.

Avec Gorgui Wade Ndoeye, nous voulons donner un nouvel élan au poste d'observateur du français à l'ONU et avoir une vision plus cohérente de la présence sur internet de l'Association suisse des journalistes francophones (ASJF).

(DF)

Prix Suva 2012: les lauréats

La santé étant l'une de préoccupations majeures de la population, les journalistes en font régulièrement leurs choux gras. C'est pourquoi la Suva organise chaque année depuis 1994 son prix des médias récompensant des œuvres originales et attrayantes dans plusieurs catégories de médias. Cette année, elle a décerné sa palme à Françoise Ducret Roachat pour son reportage «Fécondation in vitro, menaces dans l'éprouvette», sujet hautement d'actualité, pour la TSR.

Deux accessits sont décernés dans la catégorie Presse; d'abord à Christiane Savioz pour son article «Tout reconstruire après le suicide de son enfant» publié dans *Le Nouvelliste*; puis à Pierre-André Sieber pour ses articles sur les implants mammaires PIP parus dans *La Liberté*.

Rappelons que le jury, composé de plusieurs personnalités du monde médical et journalistique, est présidé par Renata Libal, rédactrice en chef d'*Encore*.

Brigitte Rosazza



Les lauréats (de g. à dr.): Pierre-André Sieber, Françoise Ducret Roachat et Christiane Savioz.

Impressum

Parution trimestrielle. Editeur: Association suisse des journalistes francophones, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne. **Coordinateur et rédacteur en chef:** Jean-Pierre Molliet. **Abonnements:** compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.- par an. **Impression:** Swissprinters Lausanne SA **Publicité:** page entière: Fr. 1500.-; 1/2 page: Fr. 800.- (1 parution); page entière: Fr. 1300.-; 1/2 page: Fr. 700.- (plusieurs parutions). La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Tamedia Publications romandes SA et Swissprinters